

CHAPITRE 5

Les origines agraires du capitalisme

LE MEILLEUR CORRECTIF qu'il convient d'apporter aux explications courantes qui nous présentent le capitalisme comme un phénomène naturel, et aux pétitions de principe à propos de ses origines, est sans doute de reconnaître que ce système, avec ses impératifs particuliers d'accumulation et de maximisation des profits, a vu le jour non à la ville, mais à la campagne, en une région bien précise et à une époque plutôt récente de l'histoire de l'humanité. De plus, on retiendra que ce régime n'est pas juste un prolongement ou un accroissement du négoce et des échanges commerciaux, mais qu'il a procédé à un changement radical dans les relations et les pratiques humaines les plus élémentaires, rompant de façon nette avec la manière dont les êtres humains étaient en interaction avec la nature depuis des temps immémoriaux.

LE CAPITALISME AGRAIRE

Depuis des millénaires, en effet, les hommes et les femmes travaillent la terre pour assurer leur subsistance. Et ils forment, depuis sans doute aussi longtemps, au moins deux classes sociales, celle qui cultive la terre, et celle qui exploite le travail des autres. Bien entendu, cette

division entre exploiters et producteurs a pris diverses formes au fil des ans mais, en général, les producteurs directs étaient des paysans. La majorité d'entre eux avait un accès direct aux moyens assurant leur reproduction sociale, et à la terre elle-même. Ceux qui les exploitaient en s'appropriant leurs surplus utilisaient pour ce faire des moyens que Marx qualifiait d'« extra-économiques », c'est-à-dire des pouvoirs de coercition directs. Seigneurs, ou États, investis de pouvoirs privilégiés, politiques, militaires et juridiques, se servaient de leur puissance pour exploiter les producteurs.

Au début de l'ère moderne, en France, par exemple, où la production agricole était assurée dans une large mesure par des paysans possédant leurs terres et vivant sur place, l'appropriation des surplus se faisait par des méthodes précapitalistes traditionnelles, basées sur des droits de propriété constituée politiquement. Ces droits n'ont pas ouvert grand la voie au capitalisme, mais ont plutôt favorisé la création de charges publiques, visant à prélever des taxes, et mis en place par l'État absolutiste. Dans ce cas-ci, certaines méthodes d'exploitation extra-économiques centralisées s'imposèrent de plus en plus, au détriment des anciennes méthodes d'extraction seigneuriales. En prélevant des taxes ou des impôts, les charges publiques devinrent les principaux instruments d'extraction des plus-values produites par le travailleur agricole. Et l'État, qui devint une source importante d'enrichissement individuel, recrutait et intégrait dans ses services un nombre croissant d'officiers exploiters, venant soit de l'ancienne noblesse, soit de la nouvelle bourgeoisie.

Voilà où se situe la différence fondamentale entre toutes les sociétés précapitalistes et le système capitaliste.

Cette différence ne tient pas au fait que la production ait lieu à la ville ou à la campagne ; elle tient seulement aux rapports de propriété particuliers qui s'établissent entre producteurs et exploiters, que ce soit dans l'industrie ou l'agriculture. Ce mode d'appropriation, fondé sur la dépossession complète du producteur direct, ne se retrouve que dans le régime capitaliste. En effet, contrairement aux esclaves d'antan, le producteur est, dans ce cas, un individu libre aux yeux de la loi, mais les surplus qu'il tire de son travail lui sont prélevés par des moyens purement économiques. Comme le producteur direct ne possède ni biens ni propriété, et qu'il n'a d'autre moyen que de vendre sa force de travail contre un salaire pour avoir accès aux moyens de production assurant sa subsistance, aux exigences de sa reproduction sociale et même aux moyens de son propre travail, les capitalistes peuvent s'approprier ses surplus sans avoir recours au moindre pouvoir coercitif.

Ces rapports uniques et particuliers entre producteur et exploiteur sont bien entendu médiatisés par le marché. Depuis qu'on écrit l'histoire, il a existé des marchés de toute nature, et il ne fait aucun doute qu'il y en avait même avant cela. Les gens venaient y vendre ou échanger leurs surplus de différentes manières, et pour de multiples raisons. Mais dans le système capitaliste, le marché a une fonction bien précise, qu'on ne lui connaissait pas auparavant. En effet, dans un tel système pratiquement tout peut devenir une marchandise destinée au marché. En outre, il existe ici un élément fondamental : le capital et le travail dépendent entièrement du marché, lequel garantit les conditions élémentaires assurant leur propre reproduction. Comme l'ouvrier dépend du marché pour

y vendre sa force de travail à la manière d'une marchandise, le capitaliste en dépend aussi pour y acheter cette force de travail, de même que les moyens de production, et pour réaliser ensuite des profits en y vendant les biens ou les services produits par l'ouvrier. Dans les sociétés capitalistes, cette dépendance de tous et chacun au marché confère à ce dernier un rôle sans précédent. Il n'est plus un simple système d'échanges ou de distribution, il détermine, pour l'essentiel, les mécanismes qui régularisent la reproduction sociale. Pour en arriver là, il fallait que le marché s'intègre à la production des biens vitaux les plus élémentaires, celle des denrées alimentaires.

Ce système absolument unique, qui soumet tout et tout le monde au marché, impose des conditions et des impératifs qu'on ne retrouve dans aucun autre modèle de production, soit les impératifs de la concurrence, de l'accumulation, de la maximisation des profits, et il crée, du même coup, le besoin constant de développer les forces productives. Ces impératifs font en sorte que le capitalisme peut et doit s'étendre à tous les niveaux, sur tous les plans, et cela à un degré jamais atteint par aucune autre structure sociale. Il peut et doit sans cesse accumuler, rechercher de nouveaux marchés, imposer sans cesse ses impératifs sur de nouveaux territoires, ou à de nouvelles sphères de l'activité humaine, à tous les individus, de même qu'à leur environnement naturel.

Quand on constate à quel point ce processus et les relations sociales qu'il engendre se distinguent des autres structures sociales qui ont dominé la plus longue période de l'histoire, on comprend qu'il faut expliquer l'émergence de ce système social particulier avec des observations autrement plus éclairantes que l'hypothèse

en forme de pétition de principe soutenant que le capitalisme a toujours existé sous une forme embryonnaire et qu'il avait seulement besoin, pour se développer, qu'on le libère de contraintes artificielles.

Nous pourrions formuler la question de son origine de la manière suivante. Étant entendu que, depuis des millénaires bien avant que le capitalisme ne voie le jour, les producteurs ont toujours été exploités de multiples façons non capitalistes, étant entendu que les marchés existent depuis des temps immémoriaux, et cela pratiquement partout sur le globe, que s'est-il passé pour que les producteurs et les exploités, de même que les rapports entre eux, deviennent à ce point dépendants du marché ?

S'il fallait remonter à la source du long processus qui a mené à une telle dépendance au marché, on se perdrait sans doute dans les méandres de l'histoire. Mais on peut simplifier la question en repérant où, et à quel moment, cette nouvelle dynamique sociale de dépendance au marché s'est manifestée la première fois de manière évidente. Dans le chapitre précédent, nous avons exposé la nature du commerce précapitaliste et le développement des grandes puissances commerçantes qui ont prospéré en saisissant les occasions que leur offrait le marché, sans être pour autant soumises à ses impératifs. Au sein de l'économie européenne précapitaliste, un seul pays dérogea aux règles observées par tous les autres. L'Angleterre, aux environs du *xvi^e* siècle, s'est développée économiquement en empruntant des voies qu'aucun autre pays n'avait suivies.

On distinguera mieux ces différences en étudiant d'abord la nature de l'État anglais et le rapport qui existait là-bas entre pouvoirs économique et politique. Bien

qu'il y eût d'autres États monarchiques en Europe à cette époque, relativement puissants et plus ou moins unis sous la gouverne de leurs rois, comme l'Espagne et la France, aucun d'eux n'était aussi unifié que l'Angleterre (il s'agit bien de l'Angleterre ici, et non des autres régions des îles britanniques). Au XI^e siècle (si ce n'est avant cela), lorsque les Normands s'établirent en Angleterre, forts d'une entité politique et militaire rassembleuse, capable de gouverner le pays, l'Angleterre s'unifia davantage que la plupart des autres nations. Dès le XVI^e siècle, on y avait déjà éliminé en grande partie tout ce qui morcelait le pays, c'est-à-dire les « souverainetés parcellaires » héritées du système féodal. Les pouvoirs autonomes que détenaient toujours les seigneurs, les corps municipaux et autres entités corporatives dans les autres États européens, se trouvaient déjà, pour une bonne part, centralisés par l'État anglais. Phénomène qui tranchait avec ce qu'on connaissait ailleurs en Europe, où de puissants monarques composaient difficilement – et allaient devoir composer encore longtemps – avec des nobles possédant leurs armées, avec des systèmes juridiques régionaux toujours en vigueur, sans parler des privilèges corporatifs. Ceux qui en jouissaient tenaient à conserver leur autonomie face au pouvoir de plus en plus centralisateur de l'État, car ces pouvoirs continuaient à jouer, non seulement des rôles extra-économiques, mais demeuraient aussi le principal instrument permettant aux exploiters de s'approprier les surplus des producteurs directs.

La centralisation politique si particulière de l'État anglais reposait sur des fondements bien concrets et portait à conséquence. Déjà au XVI^e siècle, l'Angleterre possédait d'impressionnants réseaux, fluvial et routier,

favorisant l'unification du pays, et cela à un niveau exceptionnel pour l'époque. Londres devint alors une ville beaucoup plus importante que toute autre agglomération urbaine au pays (et un peu plus tard, la plus grande ville d'Europe) ; sa nombreuse population était quasiment disproportionnée par rapport à celle de la nation entière. Londres était également le centre d'activité d'un marché national en plein essor.

L'économie nationale qui prenait forme en Angleterre, fondée avant tout sur l'agriculture, était unique à bien des égards. D'abord, la classe dirigeante anglaise se distinguait des autres en Europe par deux caractéristiques, liées entre elles¹. En premier lieu, l'aristocratie anglaise fut démilitarisée bien avant toutes les autres aristocraties européennes, et jouait un rôle non négligeable dans la centralisation de l'État, de concert avec la monarchie. À cette époque, en Angleterre, il n'y avait plus de ces souverainetés parcellaires propres au système féodal, ou à ceux qui lui avaient succédé. L'État protégeait la classe dirigeante, assurait l'ordre, et faisait respecter les droits de propriété ; cependant, les membres de l'aristocratie ne possédaient plus de pouvoirs extra-économiques autonomes ni de « propriété politiquement constituée », du

¹ Cette analyse des caractéristiques des rapports de propriété en Angleterre s'inspire en grande partie des idées de Robert Brenner et tout particulièrement de celles exposées dans deux de ses articles publiés par T.H. Aston et C.H.E. Philpin dans *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe* (Cambridge, Cambridge University Press, 1985) : « The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe » et « The Agrarian Roots of Industrial Capitalism ».

moins pas dans la même mesure que leurs homologues du continent.

En second lieu, pour compenser cette diminution de pouvoir, l'État plus centralisé accorda aux aristocrates un meilleur contrôle des terres. En Angleterre, pendant longtemps, de grands seigneurs possédaient de très vastes étendues de terres, beaucoup plus qu'ailleurs en Europe, de sorte qu'ils pouvaient les faire fructifier de multiples façons plus originales les unes que les autres. Ce qu'ils avaient perdu en pouvoir extra-économique d'extraction des surplus, ils le récupéraient d'une certaine manière en obtenant plus de pouvoirs purement économiques.

Cette nouvelle répartition des pouvoirs, bien particulière, eut des conséquences significatives. Comme de vastes étendues de terres fertiles appartenaient à une même personne, ou une même famille, elles n'étaient plus cultivées par des paysans qui les possédaient, mais par des fermiers (dans le latin médiéval, les mots *ferme* et *fermier* renvoient au concept de location, ou de bail ; encore aujourd'hui, le fermage désigne le mode d'exploitation et par métonymie le loyer d'une ferme). Il en allait ainsi, même avant les vagues successives de dépossession des terres, notamment aux XVI^e et XVIII^e siècles, époques qu'on associe généralement à celle de l'enclosure. Cela était très différent de la situation qui existait en France, par exemple, où une plus grande proportion des terres demeurait, et allait demeurer encore longtemps, aux mains des paysans.

D'un autre côté, puisque les seigneurs anglais se retrouvaient avec des pouvoirs extra-économiques sensiblement affaiblis, ils ne s'enrichissaient plus en exerçant des pouvoirs coercitifs directs sur les fermiers ; ils

entendaient plutôt que ceux-ci obtiennent de meilleures récoltes que leurs concurrents. Dans ce système agraire, les seigneurs avaient donc tendance à encourager leurs fermiers à trouver des façons de réduire les coûts, en augmentant la productivité du travail. Et quand ils le pouvaient, ils les forçaient à en trouver.

À cet égard, ils se démarquaient énormément des aristocrates rentiers qui pour s'enrichir, et cela tout au long de l'histoire, s'approprièrent les surplus des paysans en exerçant sur eux des pouvoirs coercitifs. Et ils renforçaient leurs pouvoirs d'extraction des surplus, non pas en accroissant la productivité des producteurs directs, mais bien en augmentant ces pouvoirs, tantôt sur un plan politique, militaire, ou juridique.

Quant aux fermiers, ils se trouvèrent de plus en plus soumis, non seulement aux pressions que les seigneurs exerçaient sur eux, mais également aux impératifs du marché, qui les obligeaient à accroître leur productivité. Les modalités de louage n'étaient pas partout les mêmes en Angleterre, elles variaient selon les régions, mais un nombre de plus en plus important de fermiers durent payer des rentes économiques, c'est-à-dire des rentes fixées, non par la coutume ou une norme juridique quelconque, mais par les conditions du marché. Car il y avait effectivement un marché des baux. Les fermiers étaient donc forcés de rivaliser entre eux, non seulement sur le marché destiné aux consommateurs, mais aussi sur un marché leur permettant d'avoir accès à la terre elle-même.

Ce système régissant les rapports de propriété obligea de nombreux producteurs agricoles, y compris de prospères francs-tenanciers (les fameux *yeomen*), à devenir

dépendants du marché pour trouver une terre à cultiver et mettre la main sur leurs moyens de production. Peu à peu, à mesure qu'un nombre plus important de terres tombaient sous la coupe de ce régime économique, l'accès à la terre revint à ceux qui parvenaient à produire de façon concurrentielle et à payer de bons loyers en augmentant leur productivité. Autrement dit, la réussite d'un fermier lui garantissait plus de réussite encore, car les plus concurrentiels pouvaient louer de nouvelles terres, alors que les moins concurrentiels perdaient celles qu'on leur avait jadis confiées.

Ce rapport entre seigneurs et fermiers, médiatisé par le marché, se manifeste par une manière toute différente de considérer les rentes au XVI^e siècle. Dans un système de rentes concurrentielles, où les seigneurs, chaque fois que c'était possible, louaient leurs terres au plus offrant – c'est-à-dire au prix le plus élevé sur le marché –, ces seigneurs et leurs arpenteurs prirent conscience de plus en plus de la différence qu'il y avait entre les rentes fixes, versées par des fermiers coutumiers, et les rentes économiques, fixées par le marché². On peut se faire une idée de l'évolution de cette nouvelle mentalité en jetant un coup d'œil aux calculs que faisaient les arpenteurs de la valeur locative des terres, en se basant sur un principe plus ou moins abstrait de leur valeur sur le marché, puis en la comparant ensuite avec les rentes versées par les fermiers coutumiers. Lorsqu'on regarde de plus près les soigneuses évaluations de ces arpenteurs, qui parlaient alors de « la

² On trouve des exemples de semblables calculs effectués par les arpenteurs dans l'ouvrage de R.H. Tawney, *The Agrarian Problem in the Sixteenth Century*, Londres, Longmans, Green and Co., 1912, p. 199.

valeur actuelle des rentes futures », ou encore de la « valeur au-dessus de l'ancienne rente », quand on voit ce qu'ils estimaient être la plus-value dont jouissait le métayer en versant une rente coutumière inférieure à la valeur de la terre selon les conditions du marché concurrentiel, on retrouve, sous une forme rudimentaire, les esquisses des théories beaucoup plus raffinées qu'on élaborera plus tard, portant sur la valeur et les rentes fondées sur des principes capitalistes. Ces nouvelles conceptions de la valeur se basaient sur l'expérience réelle des seigneurs à ce moment charnière dans le développement du système concurrentiel propre au capitalisme agraire.

La multiplication de ces rentes économiques illustre bien la différence qu'il y a entre un marché offrant des occasions, ou des possibilités, et un marché imposant ses impératifs. En y regardant de près, on discerne mieux les lacunes des analyses expliquant l'essor du capitalisme, basées sur les hypothèses traditionnelles. La manière dont elles gauchissent la lecture qu'on fait de la réalité est parfaitement illustrée dans un article important de John Merrington, tiré du débat sur la transition et traitant du rôle structurant des villes sous le féodalisme. Cet auteur estime que si la transformation des surplus du travail en rentes monétaires n'a pas altéré en soi la nature profonde des relations féodales, elle eut tout de même une conséquence importante. D'après lui, en donnant une valeur constante au surtravail, on « stimula la croissance d'une production indépendante de biens de première nécessité³ ».

³ John Merrington, « Town and Country in the Transition to Capitalism », dans R.H. Hilton (dir.), *The Transition from Feudalism to Capitalism*, Londres, Verso, 1976, p. 179.

Il semble que cette hypothèse se fonde moins sur des preuves empiriques que sur le modèle présentant le marché comme un lieu offrant des occasions – ce modèle suppose que les petits producteurs décident de se comporter en capitalistes pour peu qu'ils aient la chance de le faire. Les rentes monétaires eurent des conséquences très diverses sur les rapports de propriété, entre les paysans qui versaient ces rentes et les seigneurs qui les empochaient. Là où les pouvoirs extra-économiques des seigneurs demeuraient assez forts, les paysans pouvaient être soumis aux mêmes pressions coercitives qu'autrefois (c'est-à-dire à l'époque où les seigneurs cherchaient à leur soutirer davantage de plus-value de leur travail), et cela même s'ils payaient maintenant en rentes monétaires, plutôt qu'en main-d'œuvre. En France, par exemple, où les paysans avaient une emprise assez forte sur leur propriété pour résister aux tentatives des seigneurs visant à leur soutirer davantage de plus-value, les rentes étaient souvent fixées à un taux nominal.

Dans un cas comme celui-ci, où les paysans avaient des droits de propriété protégés et payaient des rentes non seulement fixes, mais modiques, nous pourrions croire, en effet, comme le suppose Merrington, que la production de marchandises serait stimulée et pourrait donner naissance au capitalisme. Mais c'est l'inverse qui se produisit. Les indices donnés par Brenner montrent que ce ne sont pas des rentes fixes de cette nature qui ont favorisé l'accroissement de la production de marchandises. Au contraire. Ce furent les rentes variables, fluctuantes, obéissant aux impératifs du marché qui, en Angleterre, stimulèrent la croissance de la production des biens de première nécessité, puis favorisèrent une amélioration de

la productivité et un développement économique autonome. En France, c'est justement parce que les paysans possédaient leurs terres, moyennant le versement d'une rente fixe à taux nominal, qu'on ne trouvait pas de tels incitatifs. En d'autres mots, ce ne sont pas les possibilités offertes par le marché, mais bien ses impératifs, qui poussèrent les petits producteurs à l'accumulation.

En Angleterre, au début de l'ère moderne, même de nombreux baux coutumiers devinrent, dans les faits, des baux économiques. Même les paysans jouissant encore des droits de tenure coutumiers, leur assurant plus de protection – mais qui devaient toujours vendre leurs produits sur les mêmes marchés – pouvaient tout perdre parce qu'ils se trouvaient dans une situation où des normes concurrentielles de productivité étaient fixées par des fermiers réagissant rapidement aux pressions du marché. Peu à peu, il en alla de même pour les propriétaires cultivant leurs propres terres. Dans un environnement concurrentiel comme celui-là, les fermiers productifs s'enrichissaient, leurs avoirs augmentaient, alors que les moins concurrentiels d'entre eux perdaient tout et allaient grossir les rangs des classes sans terre.

Ainsi donc, à mesure que les forces concurrentielles du marché s'imposaient d'elles-mêmes, les fermiers moins productifs perdaient leur propriété. Il ne fait aucun doute que ces forces du marché furent soutenues par des interventions coercitives directes, tantôt pour évincer les fermiers, tantôt pour abolir leurs droits coutumiers. Certains historiens ont peut-être exagéré le déclin de la paysannerie anglaise qui, avant de disparaître, s'est probablement maintenue plus longtemps que certaines études le laissent entendre. Cela étant dit, comparés aux autres

classes paysannes européennes, ceux qui cultivaient la terre en Angleterre étaient beaucoup moins nombreux, presque en voie d'extinction, et les impératifs du marché ont certainement entraîné une rapide polarisation de la société rurale, avec de grands propriétaires fonciers d'un côté, et un nombre de plus en plus important de pauvres de l'autre, qui n'avaient plus de terres à cultiver. La célèbre triade, formée par le propriétaire foncier, l'exploitant capitaliste et le travailleur salarié, est le résultat de cet état de choses. Plus on embauchait de travailleurs salariés, plus les pressions visant à accroître la productivité du travail se faisaient vives et contraignantes. Ce même état de choses rendit l'agriculture très productive ; elle pouvait désormais nourrir une large population qui n'était plus engagée dans l'agriculture. Une foule de gens qui n'avaient plus de terre, de plus en plus importante elle aussi, allait constituer à la fois une vaste réserve de force de travail, prête à travailler contre un salaire, et un marché non moins vaste pour les biens de consommation courante. Un énorme marché, à vrai dire, comme on n'en avait encore jamais connu. C'est sur cette toile de fond que le capitalisme industriel anglais s'est établi.

Une comparaison avec ce qui se produisait alors en France est très éclairante. La crise qui marqua la fin du régime féodal en France fut résolue par la formation d'un nouveau type d'État. Là-bas, les membres de l'aristocratie conservèrent longtemps leurs droits de propriété politiquement constituée, mais quand le féodalisme céda la place à l'absolutisme, cette propriété politiquement constituée ne fut pas remplacée par une exploitation purement économique, ni par une production de type capitaliste. Les membres de la classe dominante obtinrent de

nouveaux pouvoirs extra-économiques, car l'État instaura un vaste appareil de charges publiques, par l'entremise desquelles un certain nombre des membres de la classe possédante purent s'approprier le surtravail des paysans sous forme d'impôts. Mais, même à l'époque où l'absolutisme était à son zénith, le pays conserva une foule de juridictions concurrentes, rivalisant plus ou moins entre elles, car la noblesse et les autorités municipales s'accrochaient à ce qui leur restait encore des anciens pouvoirs autonomes, hérités du système féodal, c'est-à-dire aux vestiges de la « souveraineté éclatée ». Même lorsque ces privilèges et pouvoirs affaiblis n'eurent plus guère de force politique, ceux qui en jouissaient encore un peu les préservèrent jalousement, tentaient de les ranimer, voire de les reformuler, afin d'obtenir de nouveaux avantages économiques.

La différence qui distinguait les rapports de propriété en France et en Angleterre est parfaitement illustrée par la mentalité des arpenteurs de la fin du XVI^e siècle (ou du début du XVII^e siècle) que nous avons croisés plus haut en Angleterre, et celle de leurs homologues en France à la même époque et longtemps après elle. L'arpenteur anglais s'intéressait à ce moment-là aux évaluations du marché et aux rentes concurrentielles. Mais, tandis que les paysans français s'employaient à consolider leurs droits de succession, et que les nobles tiraient peu de profits de leurs rentes, les arpenteurs généraux, en France, fouillaient de manière obsessionnelle dans leurs registres et les livres de lois dans l'espoir d'y retrouver de vieux droits seigneuriaux, ou une quelconque obligation échouant aux paysans, qu'ils espéraient tirer de l'oubli pour les appliquer à nouveau. Ils s'ingéniaient même à inventer certains

droits ou de nouvelles contraintes. Bref, tandis que les Anglais recherchaient les « véritables » valeurs du marché, les Français appliquaient les méthodes scientifiques les plus modernes, afin de faire revivre le féodalisme⁴.

Dans ces conditions, engageant les classes dominantes à faire pression sur les paysans en utilisant des moyens extra-économiques, au lieu d'encourager une production de type concurrentiel et l'« amélioration », on ne ressentait pas, comme en Angleterre, le besoin de recourir à une forme de développement capitaliste – jusqu'à ce que les Anglais réussissent à imposer leurs impératifs concurrentiels à l'économie internationale. Les effets des rapports sociaux de propriété en France allaient être « désastreux pour le développement économique ». En déployant des efforts considérables pour conserver la classe qui payait des taxes, l'État absolutiste renforça d'anciens droits de possession dont jouissaient les paysans, et le nouveau système d'extraction des surplus « s'orienta de manière plus résolue encore vers une consommation ostentatoire et vers la guerre⁵ ». Comme ce système s'avérait plus efficace que l'ancien, qu'il parvenait à soutirer davantage de surplus du producteur direct, ceux qui s'approprièrent ces surplus n'éprouvaient donc pas le besoin d'encourager la productivité du travail ni le développement des forces productives, toutefois ce système épuisait de plus en plus les forces productives de la paysannerie française.

⁴ Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, A. Colin, coll. « Références. Histoire », 1999, p. 165-167.

⁵ Voir Robert Brenner, « Agrarian Roots », *op. cit.*

Il est bon de noter ici que le marché national intégré (considéré par Polanyi comme le premier à fonctionner suivant les principes de la concurrence) s'implanta en Angleterre bien plus tôt qu'en France, et que les Français durent attendre l'époque napoléonienne pour voir levés les obstacles freinant leur commerce intérieur. Mais ce qu'il importe de retenir avant tout, c'est que le développement d'un marché national concurrentiel fut le corollaire et non la cause du capitalisme et de la société de marché. L'essor du marché national concurrentiel et intégré nous indique que des changements profonds avaient eu lieu dans les méthodes d'exploitation et la nature même de l'État.

Ainsi en France, par exemple, la stabilité des droits de propriété politiquement constituée, ou celle des modes d'exploitation extra-économiques prouvent que ni l'État ni l'économie du pays n'étaient alors vraiment intégrés. Les pouvoirs d'exploitation qui étaient à la fois économiques et politiques, qui s'exerçaient tant par les charges de l'État que par d'anciennes juridictions municipales et aristocratiques, avaient pour conséquence de morceler l'État et l'économie, même sous le régime absolutiste. En Angleterre, la division entre les pouvoirs politiques et coercitifs de l'État d'un côté, et les pouvoirs d'exploitation des classes possédantes de l'autre, était beaucoup plus nette, car les aristocrates, on l'a dit, s'enrichissaient en exerçant des formes d'exploitation purement économiques. De sorte que les pouvoirs économiques individuels dont jouissait la classe dominante ne menaçaient pas et n'amenuisaient en rien l'unité politique de l'État. Celui-ci était véritablement centralisé, et allait de pair avec une économie nationale intégrée.